

- Le PS et le MR vont négocier un accord de majorité à Liège.
- Les socialistes ont écarté le CDH, et rejeté une alliance avec Écolo.
- Les deux partis vont devoir rencontrer un énorme défi budgétaire.

Le MR retrouve le pouvoir à Liège après 36 ans d'opposition

J eudi soir, une étape cruciale a été franchie dans l'élaboration de la majorité qui sera à la tête de la ville de Liège pour la prochaine mandature. En effet, les instances du Parti socialiste de la Cité ardente ont opté pour la poursuite des négociations avec le seul MR.

Un choix que les socialistes expliquent d'abord par l'impossibilité de faire... autre chose. "Une divergence importante s'est confirmée entre le PS et le CDH quant au traitement à réserver à la problématique du financement des pensions", indique-t-on au PS. Ainsi, la colistation de responsabilisation à Liège s'est élevée, en 2017, à 25 millions d'euros financés par l'emprunt et pourrait atteindre 60 millions d'euros à l'horizon 2024 pour les 3 entités (Ville, Police, CPAS). "Le CDH souhaite incorporer ces sommes considérables à la trajectoire budgétaire de la législature, ce qui condamnerait de facto la Ville à l'austerité la plus dure", explique le PS qui, au contraire, considère que ce dossier doit faire l'objet d'un traitement entièrement spécifique, assorti de moyens distincts, en concertation avec les Pouvoirs fédéral et régional. Exit donc le CDH associé au pouvoir à Liège depuis de longues années.

La mise hors course du CDH a ipso facto eu comme conséquence de faire capoter une éventuelle alliance avec Vert ardent, puisque rouges et verts ne disposent, ensemble, que de 25 sièges sur 49 – une majorité jugée trop courte par le PS.

Restait donc le MR. Là, le PS estime "que les approches quant au traitement à réserver à la charge des pensions sont convergentes et permettent de maintenir un service public communal de qualité au bénéfice du plus grand nombre". En outre, "en matière d'enseignement,

qui constitue une autre grande priorité du PS, le MR a également déposé un dossier complet quant au réseau scolaire de la Ville de Liège et à son avenir".

Et les Libéraux liegeois d'avoir un certain nombre d'autres atouts aux yeux des socialistes de la Cité ardente. "Une majorité à Liège ne peut s'engager sans une approche forte et conjointe des questions sociales. MR pour Liège a déclaré adhérer à cette priorité. La transition environnementale et numérique ainsi que la mobilité sont également des thématiques sur lesquelles les deux partis se rejoignent. La politique du logement donne lieu à une analyse et des projets similaires."

L'alliance des perdants

PS et MR vont donc se revoir très vite pour former une majorité violette... à la Violette (le surnom donné à l'hôtel de ville de Liège). Si toutes les compétences ne sont pas encore attribuées, il semble acquis que Christine Defraigne sera première échevine chargée des finances.

Cet accord n'a évidemment pas réjoui les autres partis qui, jusqu'à jeudi soir, s'attendaient encore à revoir le PS pour négocier d'une future majorité.

"Cela n'a effectivement étonné", explique Caroline Saal, la cheffe de file de Vert ardent. "Nous avons eu deux rencontres constructives avec le PS, lors desquelles on a parlé des points de convergence."

Pour Caroline Saal, lorsque le PS parle d'impossibilité de tripartite avec le CDH et Vert ardent, il se montre à tout le moins imprudent. "Nous n'avons ja-

Le contexte

À Liège, les choses n'ont pas traîné. Mardi, le PS (27 sièges) annonçait avoir rompu les négociations avec le PTB (9 sièges). Jeudi, il se prononçait pour une alliance avec le MR (10 sièges) en dépit d'appel venant de la FGTB en faveur de majorités à gauche.

L'accord de majorité devrait être scellé dans le courant de la semaine prochaine. L'un des points majeurs concernera les finances locales obérées par la charge des pensions des agents communaux.

mais été réunis tous les trois!", tonne-t-elle.

En outre, pour Vert ardent, l'alliance PS-MR est une alliance de perdants. "Le PS a perdu 5 sièges et le MR en a perdu 1. Ils ne représentent même pas la majorité avec 49 % des suffrages. En plus, c'est une coalition aux couleurs de Publifin. J'ai l'impression que les dirigeants du PS n'ont pas entendu le signal des électeurs. La coalition de Liège sera plus à droite alors que 66 % des électeurs se sont exprimés pour des partis de gauche."

Pour le CDH, tout ce qui s'est passé après le 14 octobre n'est qu'une " mascarade ". " Lorsque j'apprends que le PS justifie son rapprochement avec le MR par l'impossibilité de gouverner en tripartite avec le CDH, je me demande si j'ai assisté aux mêmes réunions ", regrette Carine Clotuche, la tête de liste du CDH.

Et Carine Clotuche de rentrer dans les détails. " Nous sommes venus aux réunions avec des propositions. Le PS nous a écoutés, a posé quelques questions, mais il n'y a pas eu de négociations à proprement parler. En outre, à aucun moment le PS n'a suggéré une possible tripartite progressiste PS-CDH et Vert ardent, malgré les perches tendues. "

" En outre, conclut Carine Clotuche, nous n'avons pas voulu transiger sur un thème comme la bonne gouvernance. Nous voulions que la Ville de Liège mette fin au règne de Stéphane Moreau dans les intercommunaux où la Ville est associée et, là, le PS est resté muet. "

Jean-Michel Crespin

“Liège ne pourra pas s’en sortir sans une aide financière extérieure”

Entretien Vincent Rocour

Christine Defraigne est contente. Sous réserve que le préaccord scellé avec le PS se traduise bien en contrat de vie commune, son parti, le MR, retrouvera le pouvoir à Liège après 36 années – 6 législatures – d’opposition. “*Cela fait long*”, rigole l’actuelle présidente du Sénat.

Sur quelles lignes de force avez-vous scellé ce préaccord avec le PS liégeois?

Les contours de l’accord se dessineront dans les prochains jours.

Il y a quand même déjà des convergences.

Nous sommes venus en toute transparence avec nos priorités: environnement, propriété et sécurité. Notre programme est aussi très social. Cela nous a rapprochés avec le PS. Tout comme notre vision de l’enseignement et de la gestion des finances publiques. Liège va devoir affronter un défi colossal. La cotisation de pensions pèse lourdement sur les finances de la ville. Là-dessus, nous avons eu des convergences. De par son statut de Métropole, Liège doit supporter des charges que n’ont pas d’autres communes. Elle a aussi une histoire qu’il faut défendre auprès de la Région wallonne.

Le poids de la cotisation de responsabilisation doit être distingué des autres dépenses dans le budget de la ville?

La situation dont on hérite est préoccupante. Liège ne pourra pas s’en sortir sans une aide extérieure. Ce qui n’empêche pas d’avoir une gestion rigoureuse des finances de la ville.

Vous ferez partie du collège échevinal?

Oui. Si l’accord aboutit naturellement.

Garderez-vous votre mandat de présidente du Sénat et de députée régionale?

Avant les élections, j’avais dit que je ne cumulerais pas, que je ferais le choix de Liège. Je n’ai pas changé d’avis.

Certains s’étonnent de la rapidité avec laquelle vous avez conclu un accord avec le PS après que ce dernier a rompu ses négociations avec le PTB. Y avait-il un préaccord entre vous?

Non. D’abord, je pense que les choses étaient inconciliables avec le PTB. La situation financière difficile de Liège rendait les propositions du PTB irréalistes. D’autre part, il est faux de dire que ce préaccord est arrivé rapidement. J’ai eu quelques nuits d’insomnie depuis le scrutin. Les choses ont nécessité de nombreuses heures de discussions.

Certaines déclarations prises contre le projet de visites domiciliaires ou en faveur de Nethys/Publifin vous ont-elles servi dans cette alliance?

Le MR à Liège est un MR progressiste, libéral, social. Il a exprimé des positions claires, je dirais courageuses, sur certains sujets fédéraux.

La cheffe de file d’Écolo a déjà qualifié votre coalition de coalition “Publifin”...

C’est absurde. Doit-on dire qu’à Bruxelles, où Écolo s’allie au PS, il y aura une coalition “Samu social” et à Uccle, où il est en majorité avec le MR, une coalition “Kazakhstan”? Je n’ai de leçon éthique à recevoir de personne. J’aurai aimé que Vert ardent soit plus disert quand il s’était agi des Panama Papers de l’une de leur conseillère communale (allusion à Brigitte Ernst, depuis lors en retrait du conseil communal et d’Écolo – NdlR).